

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 10/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SCI INS MER

ZAC DES PORTES DE CHAMBORD

rue Antoine Saint-Exupéry

41500 MER

Références : LAEX 2022-694

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement SCI INS MER implanté ZAC DES PORTES DE CHAMBORD rue Antoine Saint-Exupéry 41500 MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection suite aux dégâts liés aux intempéries du 4 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI INS MER
- ZAC DES PORTES DE CHAMBORD rue Antoine Saint-Exupéry 41500 MER
- Code AIOT dans GUN : 0010009105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Plateforme logistique

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La conformité technique et organisationnelle des installations par rapport aux prescriptions réglementaires prévus par l'arrêté préfectoral n°2008.261.2 du 17 septembre 2008 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
2- SPRINKLAGE	Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 7.3.2.3	/	Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
3- ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 7.6.2	/	Mesures d'urgence
4- MOYENS DE DEFENSE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 7.6.3	/	Mesures d'urgence
5-INDISPONIBILITE TEMPORAIRE DU SYSTEME D'EXTINCTION INCENDIE	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	/	Mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1- INCIDENTS/ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 2.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1- INCIDENTS/ACCIDENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyens ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : NON CONFORME
Observations : L'exploitant n'a pas déclaré à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais les dégâts occasionnés (notamment sur la détection et l'extinction automatique d'incendie) par les intempéries du 04/06/2022. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un rapport d'accident sous 15 jours. Ce rapport comporte notamment: <ul style="list-style-type: none">- les circonstances et la chronologie de l'événement;- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effet sur les personnes et l'environnement);- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accidents similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme;- la fiche "accident" du site internet ARIA à renseigner. Ce rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigation sur le sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2- SPRINKLAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de fonctionnement
Prescription contrôlée : L'ensemble du bâtiment principal est doté d'une installation d'extinction automatique à eau de type ESFR avec deux réserves d'eau de 450 m3 pour chacun des bâtiments A1 et A2. Elles sont dotées de 2 demi-raccord compatibles avec les raccords des sapeurs-pompiers, implantés à 60 cm du sol environ. Le dispositif est complété par un groupe motopompe diesel. L'installation d'extinction automatique d'incendie est conçue, installée et entretenue régulièrement conformément aux normes en vigueur.
Constats : NON CONFORME
Observations : Suite aux intempéries, le système d'extinction automatique est en parti détruit dans les cellules 3, 9 et 11 de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle : 3- ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : NON CONFORME
Observations : Suite aux intempéries, le système d'extinction automatique est en parti détruit dans les cellules 3, 9 et 11 de l'entrepôt. Le manomètre de certains RIA affiche une pression résiduelle à zéro. Les réserves d'eau incendie aériennes ne sont pas au niveau nominal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle : 4- MOYENS DE DEFENSE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : Le potentiel hydraulique nécessaire à l'extinction d'un incendie est de 300 m ³ /h pour une durée de 2 heures. Il est assuré par dix poteaux incendie de débit 120 m ³ /h situés à moins de 100 m de chaque cellule et distants entre eux de 150 m au maximum. Les besoins hydrauliques sont complétés par deux réserves incendie communes aux lots 2A et 2B de volume individuel de 500 m ³ disponible en toute saison dotée d'une ligne d'aspiration fixe. Outre les dix poteaux incendie et les deux réserves de 500 m ³ , l'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après: - Des extincteurs et des RIA en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement. - D'un système d'extinction automatique de type sprinkler.
Constats : NON CONFORME
Observations : Suite aux intempéries, le système d'extinction automatique est en parti détruit dans les cellules 3, 9 et 11 de l'entrepôt. Le manomètre de certains RIA affiche une pression résiduelle à zéro. Les réserves d'eau incendie aériennes ne sont pas au niveau nominal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence

**Nom du point de contrôle : 5-INDISPONIBILITE TEMPORAIRE DU SYSTEME D'EXTINCTION
INCENDIE**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.
Constats : NON CONFORME
Observations : L'exploitant a mis en place un personnel formé aux tâches de sécurité incendie et présent en permanence. Les moyens autres que l'extinction automatique ne sont pas renforcés et tenus prêts à l'emploi (extincteurs, RIA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence